

## 2 Politique

Présidentielle 2016/Tournée provinciale des responsables du PDG de l'Ogooué-Ivindo/Etape de Makokou

### Lancement de la pré-campagne

J.K.M

Makokou/Gabon

**Les militants du Parti démocratique gabonais (PDG) de la province de l'Ogooué-Ivindo ont entamé, officiellement, la marche vers la victoire de leur champion au scrutin d'août prochain.**



Photo : SM

Le membre du Comité permanent du bureau politique, Emmanuel Isoze Ngondet magnifiant l'action du président Ali Bongo Ondimba.



Photo : SM

Une vue de l'assistance.

**FORTS** de la victoire de leurs représentants aux Législatives partielles de Mékambo et à la Sénatoriale au 1er arrondissement de la commune de Makokou, les militants du Parti démocratique gabonais (PDG) de l'Ogooué-Ivindo ont procédé, dimanche dernier, à la salle polyvalente du chef-lieu de province, au lancement officiel de "la pré-campagne de l'élection présidentielle". Une véritable démonstration de force et d'unité au cours de laquelle, ils ont réaffirmé sans ambages leur détermination à apporter massivement leurs suffrages à leur champion, Ali Bongo Ondimba, le 27 août prochain. De fait, plusieurs actions devraient être initiées jusqu'à l'ouverture officielle de la campagne électorale, de manière à convaincre les indécis à soutenir le "candidat de l'espérance, du progrès".



Photo : SM

Bain de foule des membres du PDG à leur arrivée à Makokou.

Dans une ambiance surchauffée, entretenue par les prestations des militantes des groupes socio-culturels, tous ont clamé, haut et fort, leur volonté à faire barrage à "la flopée des candidats qui n'ont que pour projets le vide, le retour vers le passé, le chaos,

la haine, etc."

Aux côtés des membres du Comité permanent du bureau politique, Emmanuel Isoze Ngondet, Roger Mengue Ekonomie, du bureau politique, Bernie Bie Emame, Alain-Claude Bilie-By-Nze, Rigobert Ikambouyat Ndeka, du membre du Conseil consultatif des sages, Georgette Koko, et du conseiller politique du chef de l'Etat, Noël Nelson M'Essone, les militants ont clairement affiché leur ambition de s'inscrire sur la dynamique impulsée en 2009. Année au cours de laquelle, a précisé Emmanuel Isoze Ngondet, Ali

Bongo Ondimba avait entamé sa marche vers la victoire, à Ovan, chef-lieu du département de la Mvoun, dans l'Ogooué-Ivindo. Une province à laquelle, a laissé entendre Alain-Claude Bilie-By-Nze, certains de ses challengers d'aujourd'hui avaient tourné leurs dos au faite de leur puissance. En bradant, selon lui, pour leurs intérêts égoïstes, le projet d'exploitation du minerai de fer de Belinga ou en traitant les habitants de Makokou de "Makokouillons". «*Nous nous souviendrons de toutes ces humiliations de moment venu*», a-t-il clamé.

D'autant que, ont laissé entendre Bernie Bie Emame, Noël Nelson M'Essone, Georgette Koko et Roger Mengue Ekonomie, Ali Bongo Ondimba, lui, a démontré au cours de ce septennat finissant que l'Ogooué-Ivindo était au cœur de ses préoccupations. En témoigne notamment, selon eux, le lancement de la Décennie de la femme dans leur province. Avec, pour corollaire, la nomination de Georgette Koko, une Ogivine, au poste de présidente du Conseil économique et social (CES).

C'est dire que les Ogivins n'entendent nullement se départir de cette dynamique. Tant les réalisations du chef de l'Etat, ont avancé tous les intervenants, plaident largement pour sa reconduction à la

tête de notre pays.

«*N'ayez pas peur des traîtres qui se dressent devant vous, l'Ogooué-Ivindo vous soutiendra en toutes circonstances. Car, sept ans après votre premier mandat, notre pays est en paix, son développement est en marche. La notion de partage se traduit par la politique d'investissement humain, à travers l'Égalité des chances. Vous devez continuer la bataille pour le développement, l'épanouissement de la jeunesse, etc.*», a lancé Emmanuel Isoze Ngondet face à des militants conquis et résolument déterminés à ne pas rompre "leur bail avec la politique de l'émergence" à la deuxième étape de la tournée provinciale qui s'est poursuivie dans d'autres localités.

#### Résultat de l'élection sénatoriale

Commune de Makokou

1er arrondissement

Inscrits	Votants	Blancs/Nuls	Suffrages exprimés	Taux de participation
15	15	0	15	100%

A obtenu :

Appartenance Politique	Titulaire	Suppléant	Nombre de voix	Pourcentage
PDG ZOBACA Brigitte	NDJAMENDOUNGOU	15	100%	

**Est élu (e) :**

Appartenance Politique	Titulaire	Suppléant	Nombre de voix	Pourcentage
PDG ZOBACA Brigitte	NDJAMENDOUNGOU	15	100%	

## Miroir du Gouvernement

### L'équation morbide de nos hôpitaux

**IL** y a une dizaine de jours, le principal pavillon du Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL) a été livré, en présence du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, pour servir ce que de droit. Autrement dit apporter un service médical de qualité dans un environnement des plus adaptés. Le pays, à travers sa capitale, s'est ainsi vu doter d'une énième structure sanitaire de pointe. Tout le monde a alors applaudi à se rompre les phalanges afin de saluer l'avènement d'une infrastructure soignante dont la mission clairement définie est d'être la solution aux problèmes de santé des populations.

Toutefois, ayant disparu le temps de la cérémonie officielle de livraison dudit pavillon, les mauvaises habitudes sont revenues au galop, les jours d'après. Faisant douter les patients sur la capacité du personnel médical de

ces structures à s'adapter à la nouvelle donne. Celle qui veut que ces hommes et femmes soient au service du pays et des malades. Beaucoup ont souvent plaint les conditions exécrables d'exercice de leurs métiers, au point qu'on leur a pardonné certains erreurs et manquements. D'ailleurs, eux-mêmes infirmiers et médecins, au prix des grèves illimitées, n'avaient de cesse de réclamer de meilleures conditions de travail et de vie. A longueur de journées, l'absence de simples seringues, de sparadraps, de plateaux techniques, était rabâchée pour justifier des mouvements, à l'origine des décès de nombreux compatriotes.

Maintenant que des efforts considérables ont été consentis sur tous les plans, surtout en matière d'infrastructures, qu'est ce qui peut encore expliquer le manque d'entrain, visiblement

chronique, qui habite nos blouses blanches ? Plus qu'une question, c'est la déchéance à laquelle font face de nombreux compatriotes, qui n'ont pas d'autre choix que de faire confiance aux hôpitaux publics, qui préoccupent.

En ce sens, comme si rien n'avait changé, ils ont plutôt droit au même châtimement, qui se résume à l'abandon du malade par l'hôpital, alors que la vocation de celui-ci est de l'accompagner dans la guérison. Quid de l'ordre des médecins du Gabon et des syndicats des infirmiers et autres personnels ? Si les principes qui fondent ces entités corporatistes ne sont plus respectés, c'est tout le système sanitaire du pays qui est en difficulté. L'état de conscience dicté par le serment d'Hippocrate ne semble plus à l'ordre du jour de la pratique de la médecine dans les structures publiques au Gabon.

Vu de la sorte, quel est le rôle du gouvernement face à un tel laxisme ? Si tout est fait pour pallier le déficit en infrastructures, les pouvoirs publics, il faut l'avouer, sont impuissants face à la toute puissance de l'Ordre des médecins et des syndicats des infirmiers et affiliés. L'obligation de trouver des synergies avec ces organisations corporatistes s'impose au gouvernement afin de veiller au bon respect des règles et principes d'un secteur qui se noie par la faute de ses acteurs. Il lui est demandé de veiller à l'application, par les uns et les autres, de la loi. Partant du fait que personne n'est au dessus de celle-ci, chacun devrait être mis devant ses responsabilités. Car, il ne sert à rien d'offrir un environnement de travail digne de ce qui se fait de mieux ailleurs, sans s'assurer du change de la part des praticiens, à savoir le respect de l'éthique et la déontologie de

leurs professions respectives. L'hôpital est là pour apporter des soins, et non servir de mouvoir. Des missions de sensibilisation sont l'unique moyen, sinon le principal, permettant de sortir de cette impasse. Parce que, entre appliquer la loi, sans créer un effet boule de neige, et donner l'impression que l'Etat a failli dans ses prérogatives, l'équation paraît complexe, voire morbide. Du moins, au gouvernement et aux acteurs du secteur en cause de trouver des solutions afin que le service de santé publique soit à la hauteur des espérances qui se font de plus en plus pressantes. En attendant que l'amélioration se poursuive dans les structures de l'intérieur du pays, en termes d'équipements et de personnel de qualité.

Affaire Jean Ping contre le secrétaire général du PDG et consorts

### Un procès également renvoyé



Jean ping lors d'une précédente causerie à Lambaréné.

Photo : Chris Oyame

M.A.M

Libreville/Gabon

**COMME** l'affaire opposant le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba à Jean Ping vendredi dernier, le procès d'hier, opposant le même Jean Ping au secrétaire général du PDG et consorts, a aussi été reporté à une date ultérieure. Même motif : non-versement de la caution par la partie civile. Ainsi, l'ancien président de la Commission de l'Union africaine, aujourd'hui candidat à la prochaine Présidentielle, devra lui aussi verser la somme de 500 000 F CFA auprès du greffier en chef du tribunal correctionnel de Libreville. La preuve du versement de ladite caution est la condition pour ouvrir à nouveau ce dossier.

Le plaignant, tout comme les présumés accusés, étaient représentés par leurs avocats respectifs.